PALESTINE – SOLIDARITÉ
http://www.palestine-solidarite.org

Journal de Syrie

N° 3 du 25.05 au 12.06.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :
http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/
http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/
b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com
c) sur le site de Robert Bibeau : http://www.robertbibeau.ca/palestine.html
d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_syriens.htm
NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part
Farid Merrad : Lahoud » : Il n'y a pas de révolte populaire en Syrie.
Alain Corvez : La Syrie, objet de toutes les attaques
Tariq Ramadan : Le Président Barak Obama : Le verbe et les symboles.
1 Au jour le jour
2 Organisations mondiale
3 Les actions dans le monde
4 Les réactions dans le monde
5 Les grandes manœuvres
6 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos.
6-1 Investig'Action : TF1 pris en flagrant délit de média mensonge.
6-2 L'AFP et la "désintégration de l'armée syrienne", (objectif des opposants pro-américains)
6-3 Mireille Delamarre : L'Observatoire Syrien Des Droits De L'Homme : A Londres Mystérieuse Source Des Médias.Leur Propagande De Guerre Contre La Syrie

Tiré à part

Farid Merrad : Lahoud » : Il n'y a pas de révolte populaire en Syrie.

L'ancien président de la République Émile Lahoud a estimé hier que « les attaques perpétrées contre les casernes des forces de l'ordre (en Syrie) et le fait que nombre de membres des forces de sécurité aient été tués prouvent que ce qui se produit en Syrie constitue une agression armée qui vise le régime et le peuple, ainsi que la sécurité de ce pays. »
Et d'ajouter : « Ce n'est pas du tout une révolte populaire que l'on pourrait comparer aux précédentes révoltes arabes et qui servent à réclamer des droits économiques et sociaux. C'est une véritable guerre qui est en train d'être menée contre la Syrie à partir des frontières communes avec les autres pays (...) »
Pour Émile Lahoud, le but est de venir à bout de la politique de « moumana'a (refus) et de résistance » qui est celle du président syrien Bachar el-Assad.
Quoi qu'il en soit, « la Syrie sortira plus forte de cette difficile expérience », a estimé M. Lahoud.
Farid Merrad
8/6/2011
http://www.lorientlejour.com/category/Liban/article/707320/Lahoud+%3A_Il_n%27y_a_pas_de_revolte_populaire_en_Syrie.html

Alain Corvez : La Syrie, objet de toutes les attaques

Opinion -

A l'image des révolutions *« orange »* ou d'autres couleurs qui, au nom de la démocratie érigée en valeur suprême et universelle, visaient en Europe orientale, dans le sillage de l'effondrement du communisme soviétique, à renverser des pouvoirs même élus démocratiquement mais qui n'étaient pas favorables à ce qu'on appelle *« l'Occident »*, autant dire les Etats-Unis d'Amérique, les révolutions arabes baptisées du jasmin ou printanières, utilisent l'aspiration sincère des populations pour l'égalité, la justice, la fin du népotisme, et surtout des emplois pour pouvoir vivre décemment, pour renverser les régimes qui contestent la vision américaine du monde et notamment du règlement du conflit israélo-palestinien.

Les ONG des droits de l'homme contrôlées par des Etats ou des multinationales

De nombreuses organisations internationales, non gouvernementales, brandissant l'étendard des droits de l'homme ou de la démocratie, agissent en réalité grâce aux soutiens multiples des Etats-Unis, pour déstabiliser les régimes considérés comme hostiles à Washington, s'appuyant sur quelques revendications légitimes des populations.

Lors d'un colloque récent à l'Assemblée Nationale sur ce sujet, un représentant des services français indiquait qu'ils avaient un inventaire de ces organisations soucieuses du bien de l'homme qui montrait que 70% d'entre elles étaient contrôlées par des Etats ou des multinationales. Le député Bernard Carayon précisait quelques minutes plus tard qu'en réalité 100% des plus importantes étaient dans ce cas.

L'amiral Lacoste me disait juste avant le colloque que les Etats-Unis avaient une longue expérience de l'utilisation d'ennemis pour combattre d'autres ennemis, depuis les islamistes Afghans contre les soviétiques et qu'Israël en suscitant la création du Hamas pour contrer le Fatah avait fait de même. Les ONG soutenues par Washington utilisent aujourd'hui les slogans des droits de l'homme qui permettent à des islamistes de se glisser dans la peau de démocrates.

Il ne faut d'ailleurs pas faire d'amalgame trompeur entre les salafistes du Machrek et ceux du Maghreb qui n'ont ni les mêmes motivations ni les mêmes ambitions, ni les mêmes modes opératoires. L'Arabie Saoudite, alliée de l'Amérique et en accord avec elle, soutient depuis des années les groupes extrémistes musulmans qui permettent les interventions américaines, ce qui a failli se retourner contre elle lors du 11 septembre 2001, et notamment les organisations salafistes hostiles au Baas, le parti laïc au pouvoir en Syrie.

Désinformation sur Al-Jazeera et Al-Arabiya

Les moyens modernes de communication, l'Internet et les SMS permettent de développer rapidement des slogans revendicatifs réalisant ainsi une *« agit-prop »*, une propagande, qui n'a jamais été aussi efficace. Elle ne fut cependant pas suffisante en Libye qui a nécessité cette calamiteuse intervention militaire sous le faux prétexte de protéger les civils et qui finira par chasser Kadhafi du pouvoir après bien des difficultés et des tragédies humaines, car l'expérience prouve qu'il avait des soutiens importants, mais débouchera sur un vide politique qui mènera à la partition du pays et à son cortège de catastrophes.

Les médias arabes les plus importants comme *Al-Jazeera* et *Al-Arabiya*, associés aux intérêts américains, diffusent des images, authentiques ou transformées, soutenant les révoltes quand elles vont dans le sens de leurs objectifs, ou les passant sous silence dans le cas inverse.

Ensuite, l'AFP et les autres agences occidentales n'ont qu'à reprendre ces images en les agrémentant de témoignages de *« militants des droits de l'homme ».*

La Syrie est l'objet de toutes les attaques car le régime a depuis toujours soutenu la cause arabe en accueillant les Palestiniens exilés, respecté la culture musulmane du pays mais combattu fermement l'islam politique radical, et rassemble des communautés diverses, sunnites, chiites, alaouites, chrétiennes, druzes, kurdes, en une nation au destin commun.

Depuis qu'il est arrivé au pouvoir sans l'avoir recherché, le jeune Président Bachar El Assad, a annoncé et décidé qu'il voulait réformer le pays pour l'adapter aux temps modernes et s'il a pu réaliser certaines réformes dans les domaine de l'économie, de la finance, de l'administration, les évènements extérieurs pressants comme l'assassinat en février 2005 de Rafic Hariri dont son pays fut aussitôt accusé, la guerre israélo-libanaise de juillet août 2006 et d'autres, l'ont empêché de les réaliser dans le calme indispensable à une telle politique. Mais il a réitéré encore récemment son désir d'évolution sans révolution.

D'ailleurs, la population syrienne forte de près de 20 millions d'habitants est restée silencieuse, les autorités craignant que des manifestations de soutien entraînent des chocs avec des opposants, notamment les groupes salafistes armés et entraînés de l'extérieur qui espèrent une revanche de leur écrasement dans les années 82 ; les manifestants montrés sur les chaînes arabes ne sont que quelques milliers au plus, 50.000 lors du rassemblement le plus important. On a eu la preuve de la désinformation de *Al-Arabiya* et *Al-Jazeera* le jour où elles diffusaient *« en direct »* des images d'une manifestation sous le soleil de Damas alors qu'il tombait au même moment des trombes de grêle sur la ville, fait assez rare en Syrie.

Le revirement brutal du Président Sarkozy

Quels sont d'ailleurs ces *« manifestants pacifiques ou représentants des droits de l'homme rencontrés par l'AFP »* qui ont tué par balles des dizaines de représentants des forces de l'ordre ?

Il est clair que la masse du pays soutient les dirigeants nationaliste actuels, même si elle aspire à plus de libéralisme économique et politique, à davantage d'emplois et à un meilleur niveau de vie, mais elle comprend

qu'il s'agit d'un complot visant à détruire l'unité du pays pour installer des rivalités ethniques et confessionnelles, qui permettront ensuite de dicter une autre politique plus conciliante envers celle de l'Amérique.

Dans cette conjoncture, le revirement brutal du Président Sarkozy est incompris des Syriens qui avaient vu dans le rapprochement entre les deux pays suivi d'échanges importants dans tous les domaines, le contre pied de l'obstination anti-syrienne de Chirac, et que le raisonnement stratégique du nouveau locataire de l'Elysée réalisait qu'une grande politique arabe de la France ne pouvait se faire en refusant de parler à la Syrie, que la question iranienne était liée aux bons offices de Damas, comme le règlement du conflit israélo-palestinien. Le Président Assad avait d'ailleurs offert ses services dans ce domaine lors de son passage à Paris en novembre 2010.

Le rôle central de la Syrie dans les équilibres du Moyen-Orient est encore renforcé par son influence sur l'avenir de son voisin de l'est : depuis le début de l'intervention américaine en Iraq et jusqu'à aujourd'hui, elle a accueilli un nombre très important de réfugiés ayant fui leur pays pour des raisons multiples, les estimations les plus sûres annonçant 1,5 million installés en Syrie, peut-être plus. En dehors de l'aspect humanitaire à mettre au crédit du régime syrien, il est évident que cette masse de réfugiés doit jouer un rôle dans l'avenir de l'Iraq toujours en recherche de stabilité.

La diplomatie française donne l'impression d'être systématiquement pro-américaine.

« Les gendarmes du monde » étant occupés et enlisés ailleurs, le régime syrien n'a pas à craindre une intervention militaire, qui serait d'ailleurs catastrophique pour tout le monde, et devrait parvenir à museler les acteurs internes du complot sans avoir à redouter autre chose que des déclarations vertueuses et lénifiantes de Washington, Bruxelles et Paris, ou des sanctions économiques sans grand effet stratégique à court terme.

La France a tout intérêt à comprendre rapidement que les tentatives pour mettre des régimes favorables à la tête des pays arabes, idée de Washington, n'est pas conforme à la volonté des peuples concernés qui, tôt ou tard la rejetteront, et qu'elle doit retourner aux fondamentaux d'une politique étrangère indépendante, respectueuse du droit des peuples à décider eux-mêmes de leur sort.

Le mondialisme a vécu. L'Union européenne est exsangue et l'on assiste au retour des seules réalités qui comptent que sont les nations qui rassemblent des peuples aux passés et aux destins communs. Les nations peuvent s'entendre entre elles et coopérer sur des objectifs partagés et définis mais le *« village mondial »* n'a pas aboli les rivalités d'intérêts et ceux qui renoncent à leur souveraineté au nom d'un utopique idéal d'union devront un jour rendre compte de leurs abandons. C'est la loi inexorable des relations internationales de ne prendre en compte que les réalités sensibles. La France doit retrouver son indépendance et sa souveraineté, y compris sur ses espaces maritimes lointains, même si certains Etats s'en émeuvent, répondant ainsi à son destin mondial de puissance traditionnellement opposée à l'impérialisme quel qu'il soit. Elle s'inscrira alors dans les prévisions visionnaires de Teilhard de Chardin qui envisageait des ensembles de plus en plus grands mais constitués de cellules de plus en plus structurées et complexes.

La diplomatie française doit à nouveau prendre le recul indispensable à la compréhension du sens de l'histoire du monde et ne plus donner l'impression d'être systématiquement associée aux intérêts d'une Amérique qui a du mal à s'adapter à l'émergence d'un monde nouveau et qui n'a rien à offrir à ses alliés sinon une participation à des aventures guerrières coûteuses à tous points de vue. Les changements de caps récents dans le monde arabe ne montrent pas une réflexion stratégique globale et pour revenir sur l'exemple syrien, nous aurions tort de croire que la contestation entretenue artificiellement parvienne à ses fins dans un pays où les habitants sont ombrageusement nationalistes et fiers de leur riche passé. Quelques dizaines de milliers de manifestants, même cent mille, ne sont rien par rapport à presque 20 millions qui assistent pour l'instant silencieusement à la déstabilisation d'un pouvoir qui, paradoxalement, a annoncé des réformes mais attend le retour au calme pour les mettre en œuvre et est le mieux placé pour les faire.

Alain Corvez, conseiller en stratégie internationale

(21/5/11)

Titre et intertitres : France-Irak *Actualité* Par Gilles Munier

---

Tariq Ramadan : Le Président Barak Obama : Le verbe et les symboles.

Le bien dit et le mal entendu

26 mai Après le discours du 4 juin 2009, le président Back Obama a ressenti le besoin de s'adresser aux Arabes d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient à la suite des événements majeurs que sont les révolutions et la mort d'Oussama ben Laden. L'élection du premier « African American President » avait suscité d'immenses espoirs dans les sociétés majoritairement musulmanes : non pas seulement à cause des origines de Barack Obama mais surtout car il semblait incarner un renouveau dans la vision et la politique américaines après les sombres années de l'administration Bush.

L'actuel Président a su manier avec excellence la force du verbe et jouer du pouvoir des symboles. Quelque chose a changé aux Etats-Unis, c'est une évidence, et la page d'une ère bien sombre a été tournée. Il reste qu'il faut mesurer son optimisme et regarder les faits pour ce qu'ils sont. Le président Barack Obama avait promis de mettre un terme aux situations de non droit, comme à Guantanamo ; de reformer les législations discriminatoires et de faire cesser les traitements dégradants telle la torture (légitimée au nom de la guerre contre le terrorisme) ; de mettre un terme aux situations de guerre en Afghanistan et en Irak ; de faire avancer le processus de paix au Moyen-Orient ; d'ouvrir enfin une ère nouvelle dans les relations internationales multipolaires. Or, au-delà des

symboles et des mots, on s'aperçoit que les choses ont peu changé, voire que la politique sécuritaire s'est durcie : Guantanamo demeure une honteuse réalité, la nouvelle législation sur le terrorisme expose certains citoyens, politiquement ou religieusement « sensibles », aux traitements les plus aléatoires et clairement discriminatoires (de l'emprisonnement à la déportation sur la base de simples suspicions), les guerres d'Irak et d'Afghanistan continuent et le processus de paix n'est plus qu'un slogan, mort dans les faits. Qu'est-ce qui a changé, de fait, et qu'est-ce qui devrait changer, somme toute ?

Il y a ce dont le Président parle et ce dont il ne parle pas : les dits et les non dits déterminent ensemble la vraie substance de son discours. Barack Obama fait face à deux défis majeurs : la question internationale est bien sur évidente – ce fut la substance dite de son discours - mais celle-ci est inextricablement liée à la politique intérieure avec laquelle le Président doit forcement composer (dont il n'a rien dit, à une année des élections). Il ne faut rien négliger du contexte après l'annonce de l'opération « légale » contre la tête d'al Qaida au Pakistan. L'exécution de Oussama ben Laden a montré encore une fois l'étendue du fossé existant entre l'administration américaine et les musulmans aux Etats-Unis et à travers le monde. Evénement médiatique majeur en Occident, couvert par toute la presse du Nord, comme une victoire et la fin du « symbole du terrorisme », la mort d'Oussama ben Laden a suscité peu de réactions parmi les musulmans en Occident comme en Orient, et plus largement dans les pays du Sud. Pas d'images, pas de preuve, à quoi s'est ajoutée l'annonce du rejet à la mer du corps de ben Laden : tout cela a suscité des questions, des doutes, et surtout une distanciation claire tant vis-à-vis des Etats-Unis que, et depuis longtemps, de ben Laden lui-même. Ce dernier n'a jamais atteint les foules ni galvanisé les peuples musulmans (à l'exception d'une minorité d'extrémistes violents) et l'administration américaine, en agissant de la sorte montrait, une fois de plus, qu'elle n'avait pas les clefs des intelligences et des sensibilités musulmanes. Le discours de Barack Obama, le soir de l'annonce de l'élimination de ben Laden, était certes éloquent, mais force est de constater qu'il fut négligé par le monde musulman, et bien mal entendu. Il s'agissait d'un discours d'abord destiné aux Américains : Barack Obama montrait ainsi sa capacité à être ferme, à savoir protéger son pays, à prendre des décisions de guerre, graves et dangereuses. On lui avait tant reproché ses hésitations : il a gagné plus de douze points dans les sondages. Dans un contexte pré-électoral, une première belle opération de communication au demeurant.

Il fallait donc un nouveau discours, cette fois-ci destiné aux Arabes, aux démocrates et aux musulmans en général puisque le Président a compris qu'il avait non seulement été incompris mais également mal reçu. De plus en plus Barack Obama apparait comme l'homme de la séduisante image et du beau verbe derrière lequel se cache une administration moins regardante sur les principes et la cohérence des politiques menées sur la scène internationale comme sur le plan intérieur. On a certes entendu le clair soutien des Etats-Unis aux mouvements de démocratisation en Afrique du Nord et au Moyen-Orient mais qu'en est-il du traitement différencié de ces mouvements (entre la Libye et la Syrie par exemple où on attend de Bashar al-Assad, dont on a besoin et qui fait tirer sur les civils désarmés, qu'il réforme magiquement son régime despotique) ou du silence complice quand il s'agit des pétromonarchies alliées (comme le Bahreïn soutenu par l'Arabie Saoudite) qui répriment et tuent les civils et les opposants non violents ? On a certes entendu que la souffrance et les droits des Palestiniens devaient être respectés mais quel a été la politique effective de l'administration Obama depuis trois ans : du silence lors des massacres de Gaza à la mort de dizaines de civils désarmés lors de la célébration de la Nakba, le15 mai 2011 ? On peut se réjouir que le Président ait mentionné les frontières de 1967 comme principe de négociation entre Israël et les Palestiniens : il reste que la passivité américaine quant à la politique continue et effective de colonisation israélienne et aux faits accomplis sur le terrain rend cette position inconsistante et caduque de fait. Ce sont des mots, encore des mots, pour faire rêver les Palestiniens et les Arabes et qui n'empêchent en rien les Israéliens d'avancer dans leur stratégie. Ce qu'ils font depuis tant de temps derrière la façade des tensions médiatisées entre les deux gouvernements américains et israéliens.

Guantanamo et la torture restent des réalités dans l'Amérique de Barack Obama avec le déni des droits élémentaires pour les prisonniers et, de surcroit, le sang des civils irakiens et afghans semble toujours compter pour presque rien. Pour bien moins que le sang des civils libyens au demeurant : et pourquoi donc ? Des raisons économiques seraient-elles le vrai moteur de la politique américaine en Afrique du Nord et au Moyen Orient ? Tout porte à le penser et les dits et les non dits du discours de Barack Obama ne sont pas pour rassurer la rue arabe. Dans son discours, le Président a beaucoup insisté sur la dimension économique des révolutions arabes. Il n'y aura pas de vrai processus démocratique sans développement et stabilité économique : le propos est juste et l'équation fait sens. Barack Obama annonce une diminution de la dette, un investissement et un soutien financier américain majeur dans la région avec l'aide de l'Europe et de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International. Tout porte à croire que l'ouverture démocratique est pensée et accompagnée de l'ouverture de nouveaux marchés juteux : l'administration américaine, et derrière elle les multinationales, n'ont pas pour seules amours, libres et désintéressées, la démocratie, la justice et la liberté mais aussi la rentabilité marchande et la pénétration consumériste. Le Président a présenté ce soutien économique en terme de solidarité et de générosité à l'égard des peuples... dont la négligence pendant des décennies ne l'a jamais perturbé. L'absence de référence aux nouveaux acteurs économiques régionaux et également intéressante à noter : la Chine, l'Amérique du Sud ou la Turquie ne vaudraient pour rien dans le positionnement américano-européen dans la région ? Qui peut le croire... Qui ne sait entendre le sens des silences dans le discours de Barack Obama. Les retombées économiques régionales (en Afrique du Nord et au Moyen-Orient) pourraient se révéler plus conséquentes en terme d'enjeux géostratégiques que les processus de démocratisation politique : une apparente indépendance politique avec quelques libertés est en train de clairement se marier à une dépendance économique accrue et de multiples contraintes. L'économie libérale n'est libérale que pour certains. Barack Obama répète à l'envie que « l'Amérique n'a rien contre l'islam et les musulmans » en omettant d'ajouter « tant que, démocrates ou

autocrates, ils ne s'opposent pas à nos intérêts ». Un nouveau visage, le même discours : une fois encore c'est l'action concrète qui pourrait changer la donne. Les musulmans entendent parfaitement le dit et le non dit mais ne voit rien venir quant à une politique qui serait vraiment nouvelle.
Sur un autre plan, il faut ajouter que la question de l'islam est en train de s'inviter aux prochaines élections américaines. Le mouvement du Tea Party et les néo conservateurs mènent campagne sur le danger de la présence de l'islam et de l'islamisation de l'Amérique. Dans dix-huit Etats américains, on tente de passer des lois surréalistes sur l'interdiction de l'application de la shari'a présentée comme une référence barbare. Il ne s'agit donc plus de s'attaquer à l'islamisme extrémiste violent mais à l'islam en tant que tel et à l'essence de cette religion. Ce mouvement gagne du terrain et, de controverse en controverse, installe une atmosphère étrange dans le pays. De la mosquée du Park 51 (dite du ground zéro) à la journée appelant à brûler le Coran, jusqu'aux mobilisations locales contre des manifestations musulmanes ou la construction de mosquées, les tensions s'avivent et on retrouve aux Etats-Unis des discours et des attitudes que l'on a vu s'installer depuis plusieurs années en Europe. Un racisme antimusulman, une islamophobie, qui fait campagne et cherche à stigmatiser une partie de la population américaine sur une base prioritairement religieuse (en plus du racisme contre les Africain-Américains qui perdure). Une politique émotionnelle basée sur la peur, la méfiance et le rejet et qui utilise les tenants du populisme européen, à l'instar de Geert Wilders qui remplit les salles aux Etats-Unis, pour confirmer le bien fondé de cette nouvelle xénophobie.
L'election du Président Barack Obama a paradoxalement permis à ces mouvements de gagner du terrain en jetant le discrédit sur sa propre personne, son origine, voire sa religion (23% des Américains pensent qu'il est un crypto-musulman et 42% pensent qu'il n est pas un bon chrétien : cela fait un total de 65% d'Américains dans le doute). ces mouvements n'auront de cesse de multiplier les critiques et de mettre le Président dans les situations les plus inconfortables qui soient. Ce dernier a dit et répété que l'islam était une religion américaine mais il apparait urgent que son administration, sur le plan intérieur, fasse preuve d'un courage autre que verbal et qu'elle confronte les courants islamophobes et xenophobes avec des politiques plus égalitaires et plus déterminées. Les beaux discours du Président sont suivis de politiques très frileuses sur le terrain : l'arrivée des prochaines élections ne va sans doute pas aider à renverser cette réalité et pourtant c'est paradoxalement le meilleur moyen pour le Président de s'affirmer comme le Président du renouveau, capable de l'emporter avec une politique juste et raisonnable en 2012. L'enjeu est majeur et, en ce qui concerne la question du renouveau de la relation avec l'Islam et les musulmans, la politique internationale est liée à la politique intérieure. Le Président Barack Obama ne peut se satisfaire de discours intelligents (et toujours ouverts) auxquels ils invitent des leaders, des savants et des intellectuels musulmans. Dans la rue arabe, comme dans les villes et les innercities américaines, les citoyens musulmans ordinaires n'ont que faire des images et des mots. Ils restent à l'écoute des silences qui dévoilent, et de l'absence d'actions qui confirment au quotidien les insuffisances critiques de la politique d'Obama depuis trois ans. Les peuples musulmans savent, comme d'ailleurs tous les peuples, qu'il y a un ironique paradoxe à offrir un prix Nobel de la Paix à celui qui toujours en parle et jamais ne l'a concrètement fait. tout est dit dans ce prix. A la lumière des vrais défis, qui exigent de vraies actions, ce fut un beau discours, bien écrit, et qui, une fois de plus, risque d'être mal, peu, ou carrément , pas entendu. Et qui donc aurait tort de demander, au cœur de la transparence démocratique, que celle-ci s'habillât de quelque concrète cohérence ?
© Tariq Ramadan Publié le 27 mai 2011
Source : Tariq Ramadan
http://www.tariqramadan.com/...

---

1 Au jour le jour

Farid Merrad : L'opposition s'apprête à se réunir en Turquie.

Les diverses composantes de l'opposition syrienne sont invitées à se retrouver pour trois jours à Antalya, en Turquie pour "soutenir la révolution". Près de 400 participants sont attendus ce mercredi pour un congrès destiné à accompagner les réformateurs dans leur combat.
L'opposition syrienne se réunit en congrès pendant trois jours à partir de mercredi dans la station méditerranéenne turque d'Antalya (sud) pour soutenir la contestation contre le régime du président Bachar al-Assad et réclamer "le changement" en Syrie.
"Le thème principal des réunions sera le changement. Comment faire pour que le régime d'al-Assad parte", a indiqué à l'AFP l'un des participants, Mohamad Dughmosh, le responsable pour les relations de l'opposition avec les médias.
Un diner devait être offert mardi pour les "300 à 400" participants attendus dans un hôtel cinq étoiles et le congrès s'ouvrira officiellement mercredi matin, a-t-il souligné.
Ce congrès est ouvert à tous les courants de l'opposition, aux personnalités indépendantes et aux représentants de toutes les confessions, notamment des courants qui se sont exprimés dans le cadre de la "déclaration de Damas", un groupe de réformateurs réclamant des changements démocratiques lancé en 2005.
Depuis le déclenchement à la mi-mars des manifestations de contestation contre le régime, au moins 1.062 personnes ont été tuées par les forces de sécurité syriennes, selon l'opposition.
"C'est un début, nous sommes ici pour soutenir la révolution" syrienne, a déclaré à l'AFP Ammar Qourabi, président de l'Organisation nationale des droits de l'Homme, basé en Égypte.
Il a expliqué qu'un "mécanisme de suivi" serait mis en place après le congrès pour évaluer et venir en aide des besoins logistiques et juridiques notamment de l'opposition.
"Le dialogue se poursuivra avec toutes les factions de l'opposition" après ce congrès, a poursuivi ce militant.

En avril, le président syrien a levé l'état d'urgence en vigueur depuis des décennies, l'une des principales revendications des contestataires, mais il a aussi réglementé le droit de manifester, continuant ainsi d'essayer de faire taire la contestation par la force.
Un communiqué final doit en principe être publié vendredi pour clore les travaux.
Les opposants réclament la libération des détenus politiques, de nouvelles élections, l'annulation de la suprématie du parti Baas, et aussi la chute du régime, dominé par la minorité alaouite, une branche de l'islam chiite.
Une première réunion de dissidents syriens, plus restreinte, avait été tenue fin avril à Istanbul et les participants avaient alors lancé un appel urgent pour la tenue d'élections et l'arrêt de la répression en Syrie.
Selon les militants réunis à Antalya, la Turquie a un rôle important à jouer pour forcer le régime syrien à aller de l'avant dans les réformes réclamées par eux et par la communauté internationale.
Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan qui a de bonnes relations avec le président syrien, s'est entretenu plusieurs fois avec lui au téléphone depuis le début de la contestation et a envoyé des émissaires à Damas.
Mais, exaspéré par la poursuite de la répression, Erdogan a haussé le ton à l'égard du régime syrien sans pour l'instant réclamer son départ, selon la presse.
Après avoir frôlé une guerre il y a treize ans, Ankara et Damas se sont rapprochées cette dernière décennie, signant des accords politiques et commerciaux et supprimant les visas.
La Turquie dirigée par un gouvernement islamo-conservateur redoute surtout un éclatement politique de la Syrie voisine qui ferait tache d'huile sur la Turquie, en entraînant l'afflux sur son sol de réfugiés syriens.
"La Turquie a utilisé la Syrie comme porte d'entrée pour sa réintégration dans la politique du monde arabe et si la Syrie ne fonctionne pas cela veut dire que la politique arabe d'Ankara sera redéfinie", analyse Semih Idiz, éditorialiste au journal turc Milliyet.
Farid Merrad
31/05/2011
http://www.echoroukonline.com/fra/international/9445-l-opposition-s-apprete-a-se-reunir-en-turquie-pour-soutenir-la-revolution.html

Le régime syrien libère des prisonniers politiques et invite au dialogue.

Le président syrien Bachar al-Assad a annoncé la création d'un organisme chargé de lancer le "dialogue national" et commencé à libérer des centaines de prisonniers politiques pour tenter d'apaiser la contestation qui secoue le pays depuis mars malgré une violente répression.

Dans le même temps, l'Unicef a annoncé qu'au moins 30 enfants avaient été tués par balle dans le cadre de cette répression. Au total, selon des organisations de défense des droits de l'Homme, plus de 1.100 civils ont été tués et au moins 10.000 autres interpellés depuis la mi-mars.

Mercredi, un civil a été tué à Rastan (centre) et 20 cadavres ont été transportés à l'hôpital national de Homs, a annoncé le président de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme, Rami Abdel-Rahmane, basé à Londres, sans pouvoir dire comment et quand les 20 victimes étaient décédées.

En revanche, des centaines de prisonniers politiques et de conscience ont été libérés mercredi, au lendemain de l'annonce par la Syrie d'une amnistie générale, a annoncé M. Abdel-Rahmane. "Cinquante d'entre eux viennent de Banias (nord-ouest), dont le poète Ali Derbak, 76 ans", a déclaré M. Abdel-Rahmane.

"Des milliers de détenus politiques sont toujours en prison et doivent être libérés d'un instant à l'autre", a-t-il ajouté.

Les dirigeants du parti de l'Action communiste (interdit) ne bénéficieront cependant pas de cette amnistie, qui exclut les personnes condamnées pour avoir adhéré à "une organisation visant à modifier le statut économique et social de l'Etat", a-t-il précisé.

Parallèlement, la télévision syrienne a annoncé la création par le président Assad d'un organisme chargé de "jeter les bases d'un dialogue national, de déterminer son mécanisme et son programme".

M. Assad a reçu les membres de cet organisme et leur a demandé de "formuler les principes généraux du dialogue qui va s'ouvrir de manière à créer un climat adéquat pour que les différents courants puissent s'exprimer et présenter leurs propositions", a précisé la télévision.

Cet organisme est composé du vice-président Farouk al-Chareh, de hauts responsables du parti Baas, et du Front national progressiste (coalition de partis dirigés par le parti Baas), ainsi que d'un écrivain et d'un professeur.

A Alep (nord), deuxième ville du pays, les forces de sécurité ont réprimé mardi une mutinerie dans une prison, a annoncé l'Organisation de défense des prisonniers de conscience en Syrie, basée en Allemagne.

"Tous les détenus de la prison centrale d'Alep, 7.000 au total, ont commencé à se mutiner par solidarité avec le peuple syrien. Ils ont brisé toutes les portes, se sont rendus chez les officiers et ont pris certains d'entre eux en otage", a expliqué cette association kurde dans un communiqué.

"Des milliers de soldats et d'agents de sécurité ont alors encerclé la prison. Mercredi à l'aube ils ont réussi à prendre le contrôle de la prison et à maîtriser les mutins à coups de gaz lacrymogènes et en les frappant", ajoute l'ONG.

Sur le plan politique, plus de 300 opposants, pour la majorité exilés, étaient réunis mercredi, et pour trois jours, à Antalya en Turquie pour soutenir la contestation en Syrie.

Ils ont jugé "insuffisante" et "tardive" l'amnistie générale décrétée mardi, un scepticisme partagé par une partie de la communauté internationale. Le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, a ainsi redouté "qu'il ne soit trop tard".

"Il y a eu au moins un millier de morts, peut-être plus, il faudra que le changement de cap des autorités syriennes soit beaucoup plus clair, plus ambitieux, plus audacieux qu'une simple amnistie", a-t-il insisté.
Le ministre turc des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, a salué l'annonce de l'amnistie mais souligné qu'elle devait être

suivie d'une "réforme globale".
"Tous les prisonniers politiques doivent être libérés. Nous devons assister à un mouvement significatif vers une réforme", a pour sa part indiqué mercredi à Washington un porte-parole du département d'Etat, Mark Toner. "Le geste de libérer une centaine de prisonniers politiques ne va pas assez loin".
Dans un rapport intitulé "Nous n'avons jamais vu une telle horreur", l'organisation Human Rights Watch (HRW) a dénoncé mercredi des "crimes contre l'humanité" dans la région de Deraa (sud), évoquant des tueries systématiques, des passages à tabac, des tortures...
Samedi, des militants pro-démocratie avaient dédié une page Facebook au jeune Hamzeh al-Khatib, un garçon de 13 ans "torturé et tué" selon eux par les forces de sécurité à Deraa.
Les médias officiels ont annoncé mercredi que le président Bachar al-Assad avait reçu les parents de l'adolescent, mais aussi qu'un rapport médical avait montré que les blessures relevées sur son cadavre étaient liées à la décomposition, pas à des tortures.
1er juin
http://www.aloufok.net/spip.php?article4477

Damas dénonce les déclarations de Juppé sur la légitimité du régime syrien.

Le ministère syrien des Affaires étrangères a dénoncé jeudi les déclarations d'Alain Juppé affirmant que le chef de la diplomatie française se permettait de déterminer la légitimité des responsables des différents pays.
"La Syrie condamne avec force les déclarations de M. Alain Juppé dans lesquelles il détermine la légitimité des responsables des différents pays", affirme le ministère syrien dans un communiqué.
"Les déclarations de M. Juppé évoquent un retour à l'époque révolue du colonialisme et des mandataires", ajoute-t-il.
La Syrie "est décidée à poursuivre les réformes sous la direction du président Bachar al-Assad. Elle n'accepte aucune ingérence extérieure sur ce sujet", insiste le texte. "Les réformes que la Syrie met en oeuvre répondent à la volonté du peuple syrien", poursuit-il.
Un régime "qui tire au canon contre sa population perd sa légitimité. Nous souhaitons une Syrie stable mais nous pensons que la vraie stabilité n'est pas dans la répression. Elle est dans la réforme", avait estimé Juppé en mai.
Mercredi, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et le Portugal ont déposé un projet de résolution condamnant le régime syrien au Conseil de sécurité de l'ONU, malgré la menace de veto de la Russie
.http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=18976&cid=18&fromval=1&frid=18&seccatid=37&s1=1

La marche des Syriens pour soutenir Bachar Al Assad

Un grand nombre de Syriens et notamment, des jeunes, sont descendus, mercredi après-midi, dans les rues de Damas pour exprimer, à travers des slogans, leur soutien au Président Bachar Assad.
Les manifestants, qui brandissaient une photo géante du président et le drapeau syrien, ont assuré qu'ils défendraient leur pays et leur président, ainsi que l'unité syrienne face, aux complots des ennemis.
09/06/2011
RNA

---

2 Organisations mondiale

Otan

Rasmussen : l'OTAN n'envisage aucune intervention militaire.

L'OTAN condamné la brutalité avec laquelle des autorités syriennes traitent les manifestants, mais elle n'envisage aucune intervention militaire en Syrie, a déclaré jeudi le secrétaire général de l'Alliance Anders Fogh Rasmussen à la télévision Russia Today.
"L'OTAN n'a aucun projet d'intervention en Syrie. Dans le même temps de partage l'indignation de la communauté internationale concernant les violences des autorités syriennes contre les civils. La seule solution possible est de respecter les exigences légitimes du peuple syrien", a indiqué M.Rasmussen dans une interview à RT.
Depuis le 15 mars, le régime syrien fait face à une contestation populaire sans précédent. Pour calmer le mécontentement populaire, le président Bachar al-Assad a levé l'état d'urgence, en vigueur depuis 1963, et a annoncé des réformes économiques et politiques. Malgré ces mesures, la révolte populaire prend de l'ampleur. Selon l'opposition et les défenseurs des droits de l'homme, la répression de la révolte populaire en Syrie par les forces de sécurité a fait plus de 1.200 morts.
9/6/2011
http://fr.rian.ru/world/20110609/189796769.html

AIEA

Nucléaire: l'AIEA demande la saisine du CS de l'Onu sur la Syrie.

Le Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a voté jeudi pour la saisine du Conseil de sécurité de l'Onu sur la Syrie, soupçonnée d'avoir dissimulé l'information sur un réacteur nucléaire, rapportent les médias internationaux.

Fin avril, le directeur général de l'AIEA, Yukiya Amano, a déclaré publiquement pour la première fois que le site syrien d'Al-Kibar, bombardé en 2007 par l'aviation israélienne, était un réacteur nucléaire en cours de construction, ce que Damas a toujours nié.
Dans le rapport publié à la veille de la réunion du Conseil des gouverneurs de l'AIEA qui a entamé ses travaux lundi dernier, il est indiqué que Damas aurait dû informer opportunément l'Agence de la nature effective du site de Dair Alzour (Al Kibar).
Les Etats-Unis et leurs alliés ont fait appel à cette disposition du rapport pour exiger le renvoi de la question syrienne devant le Conseil de sécurité des Nations unies.
Selon la Russie, la saisine du Conseil de sécurité de l'Onu par l'AIEA est une démarche "prématurée et partiale". Moscou estime notamment que les "preuves à charge" contre la Syrie ne sont pas incontestables, ce qui est reconnu en partie par M.Amano qui insiste cependant sur la nécessité de mesures à adopter à l'encontre de Damas.
Situé sur les rives de l'Euphrate, Al-Kibar a été bombardé par l'aviation israélienne en septembre 2007. Les inspecteurs de l'AIEA n'ont visité le site qu'une seule fois. Damas, qui a suspendu sa coopération avec l'Agence depuis juin 2008, affirme toujours qu'Al-Kibar n'est pas un site nucléaire.
Farid Merrad
09/06/2011
http://fr.rian.ru/world/20110609/189796053.html

L'AIEA répond à l'appel américain sur le nucléaire.

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a décidé jeudi d'épingler la Syrie, en demandant la saisine du Conseil de sécurité des Nations Unies à l'initiative des Etats-Unis, mais sans l'appui de la Russie et de la Chine.
Au cours d'une séance à huis clos, 17 des 35 membres du conseil des gouverneurs de l'agence onusienne ont voté en faveur d'une résolution présentée par les Etats-Unis, et six contre, ont indiqué des diplomates.
L'AIEA ne publie pas officiellement le résultat des votes du conseil, dont la réunion s'est terminée jeudi.
La Chine et la Russie étaient parmi les pays qui l'ont rejetée. Onze pays se sont abstenus, un était absent au moment du vote, selon les mêmes sources.
Les Américains avaient mis au point une résolution contre la Syrie, jugeant qu'elle avait "manqué à ses obligations" concernant les accords de garanties auprès de l'AIEA, en s'appuyant sur un récent rapport de l'agence.
Dans ce dernier, elle a affirmé, pour la première fois depuis le début de son enquête il y a trois ans, que le site syrien de Dair Alzour (Al Kibar), détruit par l'aviation israélienne en septembre 2007, abritait "très probablement" un réacteur nucléaire, non déclaré.
Washington milite depuis des mois pour sanctionner la Syrie. Les pays européens, le Canada ou encore la Corée du Sud lui ont apporté leur soutien.
"Nous espérons que la Syrie aura bien reçu le message", a déclaré à des journalistes après le vote l'ambassadeur américain auprès de l'AIEA Glyn Davies, encourageant ce pays à désormais coopérer pleinement avec l'agence.
De son côté, la Maison Blanche a salué dans un communiqué "la mesure importante" prise par l'AIEA pour "faire respecter les règles" en matière de prolifération, et remarqué que Damas "a fait la sourde oreille et fait obstruction aux tentatives de l'AIEA d'enquêter" sur son réacteur.
Damas a toujours affirmé qu'il y avait sur le site une installation non nucléaire.
La Russie a fermement rejeté la démarche. "Le Conseil de sécurité de l'ONU est responsable du maintien de la paix internationale et de la sécurité. Le site de Dair Alzour n'existe plus actuellement et ne constitue en conséquence aucune menace pour la paix internationale et à la sécurité", avait jugé Moscou dans une note aux membres du conseil avant le vote.
La Chine avait jugé pour sa part qu'il n'y avait "aucune raison d'adopter une résolution ou d'en référer au Conseil de sécurité". Ces deux pays disposant d'un droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU, il est peu probable que cette instance puisse se mettre d'accord sur des sanctions.
Al Manar
10/06/2011

---

3 Les actions dans le monde

Pays

Iran

L'Iran aide la Syrie à lutter contre l'opposition, suivant le quotidien Washington Post.

Pour aider la Syrie à étouffer l'opposition, les autorités iraniennes y envoient des consultants et du matériel, a annoncé le quotidien Washington Post.
"Selon les données dont disposent les responsables américains, l'Iran envoie en Syrie de plus de plus d'instructeurs et de conseillers (…) pour l'aider à venir à bout de la contestation.
Ces manifestations risquent de priver l'Iran de son principal allié dans la région", indique le quotidien.
Washington qui affirme que l'Iran fournit à la Syrie des armes et l'équipement nécessaire pour suivre l'activité de l'opposition sur Internet.

Un diplomate américain au fait de la situation en Syrie a indiqué que les instructeurs iraniens apprenaient aux Syriens les méthodes violentes, dont Téhéran s'était servi pour réprimer la révolte populaire d'envergure, en 2009.(…)
Le régime syrien fait face à une contestation populaire inédite depuis le 15 mars. Les manifestations syriennes s'inscrivent dans le prolongement des troubles qui secouent le monde arabe depuis plusieurs mois. Pour calmer le mécontentement populaire, le président Bachar al-Assad a levé l'état d'urgence, en vigueur depuis 1963, et a annoncé des réformes économiques et politiques. Malgré ces mesures, la révolte populaire prend de l'ampleur dans le pays.
30/05
http://fr.rian.ru/world/20110530/189667237.html

L'Iran convoque la chargée d'affaires britannique.

Jane Marriott, chargée d'affaires britannique à Téhéran, a été convoquée jeudi au ministère iranien des Affaires étrangères à la suite des propos du secrétaire au Foreign Office, William Hague, sur une soi-disant « aide de Téhéran à la répression des manifestations en Syrie ».
Selon un fonctionnaire du ministère iranien, cité par l'agence de presse Irna, les accusations lancées par Hague ne reposent "sur aucune preuve ni sur un quelconque motif".
William Hague a prétendu cette semaine devant la Chambre des communes que Téhéran, allié de la Syrie, aidait à la répression du mouvement de contestation entamé à la mi-mars en Syrie.
"L'Iran conjugue la répression brutale des dirigeants de l'opposition sur son territoire avec la fourniture de matériel et de conseils techniques pour aider le régime syrien à écraser les manifestations en Syrie", avait-t-il dit.
"Cela est inacceptable et renforce notre préoccupation quant à l'attitude et aux intentions de l'Iran dans le domaine du nucléaire", avait ajouté le chef de la diplomatie britannique.
Pour le ministère iranien des Affaires étrangères, "Rien ne justifie que le gouvernement britannique lance de telles accusations contre des pays tiers (...)".
http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?fromval=1&cid=18&frid=18&eid=19026

Israel

Déploiement accru de forces israéliennes, sur les frontières avec la Syrie et le Liban.

L'armée israéliennes, au jour anniversaire de la guerre de 1967, déploie des forces accrues, sur les frontières avec la Syrie et le Liban, les régions occupées en 1948, pour empêcher la répétition de l'incident du 15 mai (le 63ème jour anniversaire de l'occupation de la Palestine), a rapporté le journal sioniste, "Haaretz", avant d'ajouter que les Palestiniens et leurs partisans ont l'intention de se rassembler, après l'incident du 15 mai, à proximité des frontières israéliennes, pour se souvenir du triste jour anniversaire de la guerre de 1967.
Rappelons que le régime israélien, pendant la guerre de 1967, connue, aussi, sous les noms de «la guerre des 6 jours» et «Naksa», a occupé la Cisjordanie, la bande de Gaza, les hauteurs du Golan et le désert du Sinaï.
IRIB

01/06/2011

Al-Oufok

Turquie

Erdogan : Réfugiés syriens: la Turquie ne fermera pas ses portes.

La Turquie ne fermera pas ses portes aux réfugiés syriens fuyant leur pays en proie à des désordres massifs, a déclaré mercredi le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, devant les journalistes à Ankara.
"La Turquie ne fermera pas ses portes aux réfugiés syriens", a-t-il dit, ajoutant qu'Ankara suivait avec "inquiétude" les événements en Syrie voisine.
M.Erdogan a exhorté une nouvelle fois l'administration du président Bachar al-Assad à faire preuve de retenue et à ne pas recourir à la force contre les civils.
La nuit dernière, un nouveau groupe d'au moins 120 réfugiés syriens, pour la plupart des femmes et des enfants, fuyant la répression meurtrière dans leur pays ont franchi la frontière turque. Selon la presse locale, les réfugiés ont été hébergés dans un camp de toile dans la province de Hatay, limitrophe de la Syrie.
Depuis mars dernier, plus de 400 Syriens ont déjà trouvé refuge en Turquie.
Depuis le 15 mars, la Syrie est embrasée par un mouvement de contestation contre le régime du président Bachar al-Assad. Selon des organisations de défense des droits de l'Homme, plus de 1.200 civils ont été tués depuis le début du mouvement.
Damas en impute la faute à des "bandits armés", soutenus par des "forces extérieures".
08/06
Ria Novosti

---

4 Les réactions dans le monde

Liban

Hassan Nasrallah soutient Bachar al-Assad.

Nous au Hezbollah avons beaucoup d'estime pour la Syrie pour sa direction pour son président Hafez El Asssad, de son président Bachar El Assad et pour le peuple syrien résistant et persévérant qui a pendant de longues décennies supporté les conséquences de ses positions nationalistes de sa direction, et de l'armée syrienne qui a offert des sacrifices considérables.
La Syrie a beaucoup donné au Liban, elle a empêché la division du Liban, qui menaçait dans les années 70", a déclaré hier dans un discours Hassan Nasralla, secrétaire Général du Hezbollah.
La Syrie a beaucoup contribué à l'unité du Liban , elle a arrêté la guerre civile sanguinaire qui risquait de le saper, elle a aidé le Liban dans sa résistance, sa libération contre l'entité sioniste dès 1985, de la montagne et de Beyrouth, de Saïda et de Tyr , de la Békaa de l'ouest et de Nabatyé, jusqu'à la libération en l'an 2000 date de la libération de la totalité de la bande frontalière, à l'exception des hameaux de Chébaa et des collines de Kfar Chouba , sans oublier la persévérance et la résistance durant la guerre de juillet 2006.
Nous ne pouvons pas oublier comment la Syrie a bercé la résistance du Liban et le peuple libanais aussi, qui s'est réfugié en Syrie ; son régime, son peuple, son armée, nous ont tous bercés.
C'est pour cela, lorsque nous nous préoccupons pour la Syrie, nous nous préoccupons aussi bien pour son régime que pour son peuple. Nous ne sommes pas soucieux pour son régime, mais pour ce qui est en train de se préparer contre lui et contre le peuple syrien.
Personne ne nie que la Syrie a commis des fautes au Liban, le président syrien l'a avoué ouvertement devant le conseil du peuple, mais la Syrie a aussi fait beaucoup de bonnes choses pour le Liban au niveau historique et national.
Deuxièmement, il y a la position de la Syrie d'Israël, de la résistance palestinienne, de la cause palestinienne. Il y a la persévérance de la Syrie face à toutes les pressions, depuis la conférence de Madrid, depuis le lancement du processus de paix, sa persévérance face aux campagnes de désinformation et de dramatisation, face aux propositions alléchantes qui lui ont été faites.
Troisièmement, il y a la position de la Syrie du projet du nouveau Moyen Orient qui a été avorté par la résistance au Liban, via son portail oriental, et maintenant les États-Unis et Israël tentent de le faire entrer par une autre porte.
Nous sommes donc face à un pays résistant et persévérant, en tant que régime, que direction, que peuple et en tant qu'armée.
Mais il y a aussi d'autres points essentiels à partir desquels nous déterminons notre position, dont celui que la direction syrienne est persuadée de la nécessité des réformes, d'éradiquer la corruption et d'ouvrir de nouveaux horizons dans la vie politique syrienne.
Moi personnellement, je crois sincèrement, en fonction de mes discussions avec lui, que le président El Assad adhère sérieusement à la nécessite de réaliser des réformes. Je sais beaucoup plus que cela. Il est disposé à aller très loin dans les réformes mais en toute sérénité et responsabilité.
Parfois, nous sommes face à un régime fermé, comme c'est le cas du Bahreïn, de Kadhafi, mais en Syrie nous ne sommes pas face à un régime fermé; bien au contraire il ne cesse de dire qu'il est prêt et disposé à des réformes ;
De plus, en fonction des données et des informations, loin de celles véhiculées par certains médias satellitaires arabes, le peuple syrien soutient dans sa grande majorité le régime et le président syrien et mise sur ses démarches de réforme. Nous sommes du côté du peuple syrien.
L'un des facteurs qui détermine aussi notre position à l'encontre de ce qui se passe en Syrie est que le renversement du régime constitue indéniablement un intérêt américain et israélien et vise à le remplacer par un régime similaire aux régimes modérés qui peut signer la paix avec Israël et capituler.
Parmi les facteurs qui déterminent notre position est que ce qui se passe en Syrie va affecter notre pays le Liban et toute la région… il y a aussi l'engagement du Liban à l'encontre de la Syrie à commencer par l'accord de Taëf et par les accords bilatéraux
En fonction de toutes ces données, il nous incombe en tant que Libanais en général, à nous en tant que mouvement de résistance face à Israël, une position responsable qui est la suivante.
1- que nous veillons tous à la sécurité, la stabilité et au salut de la Syrie, en tant que régime, que peuple et qu'armée.
2- nous appelons les syriens aujourd'hui à préserver leur pays, à préserver leur régime résistant et persévérant et à lui accorder la chance de collaborer avec toutes les catégories du peuple pour réaliser les réformes requises et choisir la voie du dialogue et non celle de la violence.
3- que les Libanais ne s'ingèrent pas dans ce qui se passe en Syrie, et de laisser les Syriens, ils sont capables de la faire. Mais si nous pouvons jouer un rôle positif, allons-y !
4- Nous récusons les sanctions infligées par les États-Unis et l'occident qui voudrait que le Liban s'engage contre la Syrie ; c'est d'ailleurs l'un des objectifs de la visite de Feltmann au Liban. Il doit y avoir une position officielle et populaire ferme à ce sujet ; le Liban ne devrait en aucun poignarder la Syrie dans le dos et trainer dans des projets américains contre elle ;
Nous devons nous entraider pour que la Syrie sorte forte et persévérante car ceci est dans son intérêt et dans l'intérêt du Liban, des pays arabes et de toute la nation.
26/05/2011
http://www.gnet.tn/revue-de-presse-internationale/hassan-nasrallah-vole-au-secours-de-bachar-al-assad/id-menu-957.html

Le Liban s'oppose à la résolution franco-britannique contre la Syrie.

Dans les coulisses de la diplomatie

Membre non permanent du Conseil de sécurité où il est censé s'exprimer au nom de la Ligue arabe, le Liban s'est opposé au projet de résolution condamnant la répression menée par le pouvoir en place à Damas contre le peuple syrien, présenté hier à l'ONU par Londres et Paris, et appuyé par Washington, Berlin et Lisbonne.
Beyrouth se place ainsi dans l'axe Moscou-Pékin-New Delhi, opposés eux aussi à l'adoption d'une telle résolution,

du moins dans sa version hard.
Ce qui frappe d'emblée, dans tous les cas, c'est que la Ligue arabe ne s'est pas réunie une seule fois, ni pour prendre position ni pour jouer un quelconque rôle médiateur - sachant que cela fait trois mois que la Syrie est secouée par son printemps, commencé le 15 mars dans la ville de Deraa. Le silence de la Ligue arabe reste à ce jour inexpliqué, et inexplicable, surtout que les 22 s'étaient prononcés sur les événements en Libye au cours d'un mini sommet de chefs de la diplomatie axé sur les massacres perpétrés par le régime Kadhafi. À l'époque, la Ligue avait demandé au représentant du Liban à New York, Nawwaf Salam, de participer, et d'une façon active, aux contacts préliminaires visant à l'instauration de la zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye. Beyrouth avait joué un rôle assez prépondérant dans la genèse de la résolution, en partenariat avec Paris, et cela avait été unanimement salué.
Il n'en reste pas moins que si, en raison des menaces de veto sino-russes, l'éventuelle résolution se contente de « condamner les actes de violence au cours des manifestations populaires », ce sera une répétition pure et simple, donc totalement inutile, de la décision prise il y a quelques semaines par le Conseil des droits de l'homme à Genève...
Le président syrien Bachar al-Assad refuse de répondre aux appels téléphoniques du secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, a indiqué vendredi le porte-parole des Nations unies.
M. Ban a essayé d'appeler M. Assad jeudi mais s'est vu répondre que le dirigeant syrien n'était "pas disponible", a expliqué Martin Nesirky aux journalistes.
Le chef de l'ONU a eu trois échanges téléphoniques avec Bachar al-Assad depuis le début des manifestations en mars en Syrie.
Le mois dernier, M. Ban avait indiqué que M. Assad s'était plaint auprès de lui: "Pourquoi continuez-vous de me téléphoner ?".
S'agissant de la violence dans certaines régions syriennes, le régime évoque un complot extérieur visant à déstabiliser la Syrie.
Plusieurs éléments armés ont été armés. Ils ont reconnu être recrutés par des parties étrangères.
Ban Ki-moon a, la semaine dernière, qualifié les événements en Syrie de "répression violente" et indiqué qu'il était "profondément troublé par les violations graves des droits de l'homme ".
Pas de vote en vue sur une résolution de condamnation de l'ONU
Des diplomates du Conseil de sécurité de l'ONU ont eu des entretiens vendredi sur une résolution européenne condamnant la Syrie, sans toutefois se rapprocher d'un vote.
Les discussions autour de cette résolution doivent se poursuivre ce week-end alors que la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et le Portugal expriment une frustration croissante face à l'opposition de certains des quinze pays membres du Conseil.
Les pays européens du Conseil affirment qu'ils ont au moins neuf votes acquis et espèrent en avoir onze. Mais la Chine et la Russie peuvent déposer leur veto et torpiller la résolution.
La Russie et la Chine se sont fermement opposées à toute condamnation au Conseil de sécurité de la répression en Syrie qui, selon l'ONU, a fait plus de 1.000 morts.
L'Afrique du Sud, le Brésil et l'Inde ont exprimé des réserves sur ce projet européen qui a déjà été révisé dans l'espoir de les convaincre de voter en sa faveur.
http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=19176&cid=18&fromval=1&frid=18&seccatid=37&s1=1
09 juin
Le quotidien libanais d'expression française
http://www.lorientlejour.com/numero/4555/article/707456/Le_Liban_s'oppose_deja_a_la_resolution_franco-britannique_contre_la_Syrie.html

---

Russie

Moscou pourrait soutenir une résolution sur la Syrie sous conditions.

Moscou ne pourrait soutenir une résolution sur la Syrie que si elle exclut toute intervention militaire étrangère dans ce pays, estime le président de l'Institut d'évaluations stratégiques, Alexandre Konovalov. "Personnellement, je soutiendrais une telle résolution. Je ne vois aucun mal à dire à Bachar el-Assad que son comportement mérite réprobation", a-t-il déclaré.
La Grande-Bretagne et la France ont soumis mercredi au Conseil de sécurité de l'Onu un nouveau projet de résolution condamnant la répression en Syrie. Selon les agences occidentales, le projet initial avait été modéré afin de ne pas servir de prétexte à une nouvelle intervention armée.
Selon M. Konovalov, la Russie ne répétera pas les erreurs commises lors du vote de la résolution 1973

sur la Libye.
Il a rappelé que cette résolution, sur laquelle Moscou s'était abstenu, poursuivait deux objectifs principaux: la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne et la protection des populations civiles.
"On dirait que nous ne comprenions pas que pour faire respecter cette zone il fallait neutraliser la DCA libyenne et que pour protéger les civils contre les armements lourds, il fallait détruire ces derniers", a indiqué l'expert.
D'après l'ambassadeur de Russie aux Nations unies, Vitali Tchourkine, le présent projet de résolution sur la Syrie risque de provoquer un effet contraire à celui qui est recherché.
Le président Dmitri Medvedev avait auparavant déclaré que la Russie ne soutiendrait pas une résolution du Conseil de sécurité sur la Syrie, analogue à celle qui avait été adoptée sur la Libye.
RIA Novosti
09/06/2011

Résolution sur la Syrie: Moscou refuse de condamner Damas.

(SYNTHESE)
Tout porte à croire que le Conseil de sécurité de l'Onu aura du mal à voter le projet de résolution sur la Syrie déposé par des pays occidentaux: Moscou s'est déclaré hostile à tout document visant à condamner Damas.
L'Occident redoute que la Russie n'oppose son veto afin d'éviter la répétition du scénario libyen.
Selon les médias internationaux, le projet de résolution pourrait être voté d'ici quelques jours.
Projet de résolution
La Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et le Portugal ont soumis mercredi au Conseil de sécurité de l'Onu un nouveau projet de résolution condamnant la répression en Syrie. Selon les agences occidentales, le projet initial avait été modéré pour être accepté par Moscou et Pékin.
Selon les sources diplomatiques russes auprès de l'Onu, le nouveau document condamne les autorités syriennes pour la répression des opposants au régime en place, mais ne prévoit ni de sanction, ni d'embargo sur les livraisons d'armes. Il appelle en outre à ouvrir une enquête indépendante sur les meurtres en Syrie, à engager des réformes structurelles et à libérer les prisonniers politiques.
Moscou est hostile
Le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Alexandre Loukachevitch, a déclaré jeudi que Moscou s'opposait à l'adoption de quelque résolution que ce soit sur la Syrie par le Conseil de sécurité de l'Onu. Selon le diplomate, "la situation dans ce pays ne constitue pas une menace pour la paix et la sécurité internationales".
D'après l'ambassadeur de Russie aux Nations unies, M. Tchourkine, Moscou n'est pas persuadé "que cette résolution contribue à engager un dialogue politique et à mettre fin aux violences. Il existe un risque d'effet contreproductif".
Le président Dimitri Medvedev avait auparavant indiqué que la Russie ne soutiendrait pas une résolution du Conseil de sécurité sur la Syrie, analogue à celle qui avait été adoptée sur la Libye.
Les experts n'excluent pourtant pas…
Le président de l'Institut d'évaluations stratégiques, Alexandre Konovalov, estime pour sa part que Moscou pourrait soutenir le projet de résolution sur la Syrie, mais à condition que le risque d'intervention étrangère armée dans ce pays soit totalement exclu.
"Personnellement, je soutiendrais une telle résolution. Je ne vois aucun mal à dire à Bachar el-Assad que son comportement mérite réprobation", a-t-il déclaré.
Evoquant le rapport de forces au sein du Conseil de sécurité de l'Onu, M. Konovalov a fait remarquer que "le projet de résolution serait vraisemblablement adopté si la Chine n'y oppose pas son veto".
9/6/2011
http://fr.rian.ru/world/20110609/189794311.html

Moscou cherche à préserver sa base navale

La position de la Russie vis-à-vis de Damas s'explique par ses intérêts, notamment la nécessité de préserver sa base navale en Syrie, a annoncé dans une interview au quotidien russe Izvestia le chef de la délégation du parlement russe auprès de l'Assemblée parlementaire asiatique Roudik Iskoujine.
"La position russe concernant la crise syrienne a des causes superficielles et profondes. D'abord, nous devons préserver notre base navale déployée dans ce pays", a-t-il déclaré.
La Flotte russe de la mer Noire possède une base à Tartous, dans l'ouest de la Syrie.
"En plus, Damas est un bon débouché pour nos armements, toutefois ce n'est pas le principal, à mon avis", a poursuivi l'ambassadeur.
"Si l'Occident réussit à mettre la Syrie à genoux, ensuite viendra le tour du Yémen. Mais lorsque la vague atteindra le territoire iranien, la déstabilisation actuelle dans la région paraîtra bénigne. Cela ne répond pas aux intérêts de la Russie", a conclu M.Iskoujine.
Depuis le 15 mars, le régime syrien fait face à une contestation populaire sans précédent. Pour calmer le mécontentement populaire, le président Bachar al-Assad a levé l'état d'urgence, en vigueur depuis 1963, et a annoncé des réformes économiques et politiques. Malgré ces mesures, la révolte populaire prend de l'ampleur.
Selon l'opposition et les défenseurs des droits de l'homme, la répression de la révolte populaire en Syrie par les

forces de sécurité a fait plus de 1.200 morts.
Le Conseil de sécurité de l'Onu se réunira jeudi pour voter un nouveau projet de résolution sur la Syrie. Le document appelle à tenir une enquête indépendante sur les meurtres en Syrie et considère "que les attaques étendues et systématiques commises actuellement en Syrie par les autorités contre leur peuple pourraient équivaloir à des crimes contre l'humanité".
La Russie, pays détenteur du droit de veto, a annoncé que sous sa forme actuelle le projet n'avait aucune chance d'être adopté.
Vendredi 10 Juin 2011
Ria Novosti

La Russie et la Chine ont boycotté des discussions au Conseil de sécurité de l'Onu.

La Russie et la Chine ont boycotté samedi des discussions au Conseil de sécurité de l'Onu sur le projet de résolution condamnant la répression du mouvement de contestation en Syrie, a-t-on appris de sources diplomatiques.
«La Russie et la Chine n'ont pas jugé nécessaire de se manifester», a dit à Reuters un diplomate d'un pays membre du conseil, s'exprimant sous couvert d'anonymat.
«C'est un message assez clair», a dit un autre diplomate.
Le projet de résolution, présenté par la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et le Portugal, ne propose pas de sanctionner le régime syrien de Bachar al Assad mais de condamner la répression et d'ouvrir la voie à de possibles investigations sur des crimes contre l'humanité.
Les États-Unis ne se sont pas associés à la présentation de ce texte mais lui ont apporté leur soutien.
En organisant samedi une réunion de travail, les Européens à l'origine du texte espéraient débloquer la situation alors que la Russie et la Chine ont fait savoir qu'elles s'opposeraient à l'initiative.
De source diplomatique, on précise que les dernières discussions en date n'ont rien modifié. Parmi les 13 pays représentés samedi, neuf sont favorables à une résolution sur la Syrie.
«Les Syriens tirent sur les foules et eux, ils s'en moquent», a déploré un diplomate occidental visant Moscou et Pékin.
Outre la Russie et la Chine, qui laissent entendre qu'elles pourraient user de leur droit de veto, quatre pays ont exprimé des réserves: le Liban, qui entretient des relations compliquées avec la Syrie, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud.
«Nous essayons de leur expliquer que s'abstenir sur ce texte revient à prendre parti pour la Russie, la Chine. Et pour la Syrie», souligne un diplomate.
Le texte pourrait être mis aux voix dans la semaine à venir.
Pour être adopté, à moins d'un veto, un projet de résolution doit obtenir les voix de neuf des quinze membres du Conseil de sécurité.
En déplacement la semaine passée à Washington, Alain Juppé a déclaré que la France était prête à demander un vote. «Nous verrons ce que feront les Russes. S'ils mettent leur veto, ils prendront leurs responsabilités. Peut-être que s'ils voient qu'il y a onze votes en faveur d'une résolution, ils changeront d'avis. Il y a donc un risque à prendre et nous sommes prêts à le prendre», a expliqué le chef de la diplomatie française.
Certains diplomates estiment que s'ils parviennent à rallier l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud, il sera difficile pour Moscou et Pékin d'opter pour un veto.
http://fr.canoe.ca/infos/international/archives/2011/06/20110611-193916.html

---

5 Les grandes manœuvres

Londres et Paris s'apprêtent à déposer une résolution à l'Onu.

La Grande-Bretagne et la France déposeront mercredi devant le Conseil de sécurité de l'Onu une résolution condamnant la répression meurtrière des manifestations contre le régime du président Bachar al-Assad en Syrie, a annoncé le premier ministre britannique David Cameron.
"Si quelqu'un vote contre cette résolution ou tente d'y opposer son veto, il l'aura sur sa conscience", a déclaré devant la Chambre des communes M.Cameron, cité par les médias.
Selon le chef du gouvernement britannique, ladite résolution appelle à condamner les responsables de la répression "totalement inacceptable" contre les manifestants pacifiques, tout en prévoyant des aides humanitaires à apporter à la population syrienne.
Le président russe Dmitri Medvedev a déclaré le 18 mai dernier qu'il n'approuverait pas une résolution de l'Onu autorisant le recours à la force en Syrie, arguant que la coalition occidentale manipulait la résolution du Conseil de sécurité au sujet de la Libye.
Depuis le 15 mars, la Syrie est embrasée par un mouvement de contestation contre le régime du président Bachar al-Assad. Selon des organisations de défense des droits de l'Homme, plus de 1.200 civils ont été tués depuis le début du mouvement. Damas en impute la faute à des "bandits armés", soutenus par des "forces extérieures".

http://fr.rian.ru/world/20110608/189779959.html

Syrie : le camp occidental échoue.

Les Américains, les Français et les Britanniques ont échoué pour la seconde fois consécutive à faire adopter au Conseil de sécurité une résolution hostile à la Syrie. Au terme de deux semaines d'intenses efforts le Conseil s'est montré incapable d'afficher un front uni, les représentants de la Chine, de l'Inde, du Brésil et du Liban ayant quitté la réunion à la dernière minute.
Interrogée sur cette cuisante défaite, la représentante des Etats-Unis auprès de l'ONU Suzanne Rice a accusé les absentéistes d'avoir prétexté le cas libyen pour refuser de voter l'avant texte de la résolution qui condamne Damas.
Farid Merrad
09/06/2011
http://french.irib.ir/info/moyen-orient/item/118836-syrie--le-camp-occidental-%C3%A9choue

---

---

6 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos.

6-1 Investig'Action : TF1 pris en flagrant délit de média mensonge.

Samedi 28 mai, une manifestation des étudiants syriens s'est tenu à Paris, place du Trocadéro. Pourtant selon l'AFP, repris sur TF1news...
Deux cents personnes se sont rassemblées samedi après-midi sur l'esplanade du Trocadéro à Paris pour une "Syrie démocratique" et pour réclamer des "sanctions internationales" contre le régime de Bachar al-Assad, a constaté une journaliste de l'AFP.
Source : TF1news
POURTANT :
La journaliste ne s'est évidemment pas rendue sur place.
Elle aussi victime de la propagande, était-elle persuadée qu'une manifestation syrienne ne pouvait être que contre le gouvernement en place ?
Ou bien a-t-elle menti délibérément car son papier intéresse davantage la rédaction de TF1 qui répète depuis plusieurs semaines que tout le peuple syrien manifeste contre le président en place ?
Soit il s'agit d'un pure acte de manipulation.
Quoi qu'il en soit le résultat est le même : un pure médiamensonge.
Qu'en pensez-vous ?
Bas du formulaire
En réalité, il ne s'agit d'un réel média mensonge. Il y a bien eu une manifestation anti gouvernement syrien sur la place du Trocadéro, mais le dimanche 29 mai. Par contre, pas une ligne sur la manif du 28, bien plus importante, qui était pour le régime en place.
On peut appeler ça une occultation.
Investig'Action
30 mai
http://www.michelcollon.info/Syrie-TF1-pris-en-flagrant-delit.html

---

6-2 L'AFP et la "désintégration de l'armée syrienne", (objectif des opposants pro-américains)

Alors qu'en Syrie les manifestations marquent le pas - et en raison de cela - certains opposants changent de tactique et prennent leurs désirs pour des réalités. Ils tentent maintenant d'organiser des séditions dans l'armée.

Dans une dépêche envoyée par le bureau de Washington de l'AFP (1), reprise par de nombreux médias, Andrew Terrill, enseignant à l'US Army War College, estime que certains éléments de l'armée syrienne « pourraient » se rallier aux manifestants. Toutefois, dit-il, un « groupe désordonné » de mutins se heurterait à la Quatrième division et à la Garde républicaine, et risquerait de provoquer une guerre civile sanglante. Il pense « que ce n'est pas quelque chose qui se produira du jour au lendemain ».

Pour y parvenir, déclare Ammar Abdulhamid, directeur de la Fondation « pro-démocratie » Tharwa (Fortune), basée à Washington, il faudrait que «les Etats-Unis et d'autres puissances prennent directement position pour les manifestants». Alors, croit-il, « les généraux pourraient commencer à revoir leurs calculs et leurs liens avec le régime Assad ».

Cas pathologique

Ammar Abdulhamid, source souvent citée par les agences de presse occidentales, est un cas pathologique. Issu d'une famille bourgeoise, il s'est d'abord tourné vers l'islam salafite au cours d'un séjour d'études à Moscou. Horrifiée, sa mère – célèbre actrice syrienne – l'envoie aux Etats-Unis, à l'université du Wisconsin. En 1988, il y est recruté par un proche Abdullah Azzam, mentor d'Oussama Ben Laden, qui le convainc d'aller en Afghanistan. Il accepte, mais change d'avis en chemin, à Los Angeles, après avoir entendu des récits de moudjahidine de retour du front. L'année suivante, employé dans une mosquée de la ville, il est choqué par la fatwa émise par l'ayatollah Khomeiny réclamant l'exécution de Salman Rushdie, auteur des Versets

sataniques, au point où ses convictions religieuses s'en trouvent ébranlées. Aujourd'hui, il dit que l'islam était « sa drogue, son crack », qu'il est devenu athée, puis agnostique (2).

Au plan politique, Ammar Abdulhamid, se présente comme blogueur syrien, porte-parole officieux de l'opposition. Expulsé de Syrie pour avoir insulté le président Bachar al-Assad dans diverses interviews et pour l'avoir accusé de l'assassinat de Rafic Hariri, il retourne aux Etats-Unis. Nommé chercheur au Saban Center for Middle East Policy du Brooking Institute , think tank pro-israélien (3), Ammar Abdulhamid est l'auteur de Menstruation, un roman, qui décrit l'islam en Syrie comme culturellement et sexuellement répressif. Il adhère au Front de Salut National (FSN), fondé en 2006 par l'ancien vice-président syrien Abdul Halim Khaddam, condamné par contumace, en 2008, pour avoir « organisé un complot en vue de renverser le pouvoir politique ». Fort de ses relations avec les néo-conservateurs, Ammar Abdulhamid est autorisé à ouvrir un bureau du FSN à Washington, malgré la présence, considérée comme sulfureuse, des Frères musulmans dans l'organisation. En juin 2007, il démissionne du FSM, dont il se dit déçu, pour fonder Tharwa, think tank dédié à la promotion de la démocratie au « Grand Moyen-Orient et en Afrique du nord ».

Dissidents cybernétiques

Autre source de l'AFP : Ahed al-Hendi, coordinateur syrien des programmes en langue arabe de CyberDissidents.org – site créé en 2009 - pour devenir, selon Kristen Silverberg, ancien ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'Union européenne, « l'organisation de premier plan dans le monde principalement consacrée aux dissidents démocratiques en ligne». L'organisation est dirigée par Nathan Sharansky, ex-refuznik soviétique, membre du Likoud après avoir créé Yisrael Ba'aliyah - Israël pour l'aliyah - un parti regroupant des juifs russes extrémistes.

Dans la revue Foreign Affairs, de mai 2011, Ahed al-Hendi préconise des mutineries de soldats pour obliger les officiers à renverser le régime. « Pour convaincre l'armée de changer de camp », écrit-il, « les dissidents ont besoin de l'aide de la communauté internationale ». Il faudrait, ajoute-il, voter « des sanctions ciblées pour provoquer des défections ».

Arrêté dans un cyber-café à Damas en 2006, emprisonné quelque temps, Ahed al-Hendi s'enfuit de Damas et se réfugie aux Etats-Unis où il s'est fait remarquer, en 2010, lors d'un petit-déjeuner organisé à Dallas par l'Institut Bush - en marge d'une conférence sur la cyber-dissidence - en déclarant à l'ancien président W. Bush: « Vous nous manquez » (4) !

En donnant quasi systématiquement la parole, en Syrie et en Libye, à des opposants arabes liés aux Etats-Unis ou à Israël, l'AFP participe – espérons-le à son corps défendant - à une opération de manipulation de l'opinion internationale. Elle ne devrait pas s'étonner le jour où des extrémistes prendront ses correspondants pour des espions.

(1) Syrie : Assad n'est pas à l'abri d'un revirement de l'armée syrienne, par Lachlan Carmichael (Courrier international – 28/5/11)
http://www.courrierinternational.com/depeche/newsmlmmd.0ec26e5c4342c5892ecaefe553b7ed6e.411.xml

(2) A Modernizer Challenges Syria's Old Order , par Nora Boustany (Washington Post - 30/8/04)
http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/articles/A26011-2004Jul29.html

(3) Le Saban Center for Middle East Policy a été fondé, en 2002, par le milliardaire israélien Haim Saban, né à Alexandrie, co-propriétaire de Fox TV. Il est dirigé par Martin Indyk, ancien ambassadeur des Etats-Unis à Tel-Aviv, co-fondateur de WINEP, think tank likoudnik. En 2010, Haim Saban, qui se dit « travailliste » en Israël, envisageait d'acheter Al-Jazeera.

(4) Miss Me Yet? The Freedom Agenda After George W. Bush, par Bari Weiss (The Wall Street Journal – 24/4/2010)
http://online.wsj.com/article/SB10001424052748703709804575202072055128934.html

---

6-3 Mireille Delamarre : L'Observatoire Syrien Des Droits De L'Homme : A Londres Mystérieuse Source Des Médias.Leur Propagande De Guerre Contre La Syrie

Les » informations » sur la Syrie proviennent en grande partie dans les médias français anglo saxons et même arabes (Al Jazeera) d'une seule et même source basée non pas en Syrie mais à Londres : l'Observatoire Syrien Des Droits de L'Homme(OSDH) dont le directeur est Rami Abdel Rahmane expert en programmes YLVP de formation aux outils et services internet des jeunes « faiseurs d'opinion » de la région MENA (Moyen Orient Afrique du Nord) résidant habituellement à Stockholm en Suède protégé de l'Institut suédois plaque tournante de ces assauts médiatiques contre certains pays de la MENA.

Qu'est ce qui se cache derrière cet Observatoire (OSDH)

D'abord première remarque ce site est basé à Londres - refuge privilégié des Frères Musulmans ennemis jurés du régime des Assad - et non pas en Syrie ce qui devrait déjà chez les journalistes et leurs supports médiatiques être un facteur de prudence. Quand on tape le nom de cet Observatoire en français en anglais dans Google - cela vaut aussi pour Yahoo - on est tout simplement effaré de constater le nombre impressionnant de médias qui

reprennent ses informations et ce sans prendre la peine de les vérifier sur le terrain.
Choquant également le fait que lorsque l'on tape Observatoire Syrien des Droits de l'Homme en français, en anglais sur des sites de médias de masse français et anglais - Le Figaro, Libération, Le Monde, The Independent, The Guardian , BBC , The Washington Post et bien d'autres … aucun n'est à même de fournir des informations précises sur cet Observatoire mis à part le fait qu'il est basé à Londres alors même qu'ils s'y réfèrent en permanence.
C'est quand même incroyable que cet Observatoire impose son dictat informationnel uniforme partisan car prenant fait et cause pour les insurgés armés syriens à tous les médias qui passent ses communiqués et autres déclarations de son directeur Rami Abdel Rahmane depuis le début des émeutes sans même que ces médias fournissent des informations détaillées sur leur source, une ONG qui a pignon sur rue apparemment tout du moins sur le net.
Cet observatoire a un site mais en arabe seulement fait étonnant pour une organisation qui veut se faire entendre internationalement : pas de version anglaise ou française ou dans une autre langue.
Etrange également que ce site renvoie à des vidéos YouTube qui ne sont pas récentes et dont l'une d'elles montre une petite fille discourant et gesticulant dans ce qui semble être une mise en scène de propagande. Hors cet Observatoire ne prétend t-il pas avoir des informations en direct de Syrie, être en contact par téléphone, Ipad et autre matériel high tech sans lesquels elle ne pourrait communiquer avec ces manifestants sur place. Alors où sont tous ces témoignages audio et vidéo? Idem pour le compte Facebook dont un lien se trouve en page d'accueil du site.
Ces médias de masse justifient leur absence en Syrie en disant que le régime syrien interdit aux journalistes étrangers de couvrir ce qui se passe dans le pays.
Pourquoi ?
On l'a vu avec Al Jazeera *qui au début des manifestations avait un correspondant sur place. Al Jazeera a pris parti pour les manifestants et fait extrêmement grave a appelé en direct via sa chaîne satellitaire les Syriens à manifester contre leur gouvernement. De plus faute grave pour un média qui a longtemps revendiqué son professionnalisme il a publié de fausses informations : ex une manifestation pro Assad présentée comme une manifestation anti Assad.
A la suite de quoi les médias étrangers ne sont plus les bienvenus en Syrie et cela peut se comprendre. A l'évidence les médias étrangers n'offraient au régime syrien aucune garantie d'impartialité sur leur couverture des émeutes organisées par des groupuscules armés infiltrés dans les manifestations car de plus ils nient malgré les preuves incontestables qu'il s'agit à la base d'une insurrection armée qui infiltre des manifestations pacifiques.
La Syrie a tiré la leçon de ce qui s'est passé en Iran avec la « Révolution Verte » fomentée avec des appuis extérieurs et une couverture médiatique elle aussi non professionnelle avec de faux évènements enregistrés sur vidéos postés sur YouTube tel l'assassinat d'une jeune iranienne devenue pour les médias de masse le symbole de la « démocratie en marche » en Iran. En Syrie même scénario mais c'est le corps en décomposition d'un adolescent tué lors d'émeutes (par qui ? victime d'échanges de tirs ?) qui sert à relancer cette campagne médiatique guerrière gérée de l'extérieur en soutien à cette insurrection fomentée par des puissances étrangères de l'Axe américano sioniste.
Les médias ont à l'évidence monté en épingle cet interdit d'entrée en territoire syrien pour se disculper mais quand il s'agit d'interdits similaires décrétés par le régime sioniste de Tel Aviv pour couvrir ce qui se passe dans les territoires palestiniens occupés notamment lors de l'Opération Plomb Durci à Gaza, ces mêmes médias se taisent comme ils se taisent depuis plusieurs années sur le fait qu'ils ne sont accrédités par le gouvernement israélien pour couvrir les évènements en Palestine que côté israélien tous basés en Israël - la seule journaliste basée en Cisjordanie est israélienne c'est Amira Hass du quotidien Haaretz - ayant interdiction de rentrer dans les territoires palestiniens occupés surtout à Gaza et se contentant la plupart du temps de reprendre les communiqués de presse de l'armée israélienne. La preuve : hier l'armée israélienne stationnée sur le Golan syrien occupé a tiré pour tuer lors de la commémoration de la Naksa (Guerre des 6 jours) visant la tête et le thorax de réfugiés palestiniens tentant de rentrer en Palestine 20 sont morts et des centaines blessés. Les médias français ont fait référence aux « frontières d'Israël ». Hors le Golan syrien est occupé depuis 1967 et les soldats ont tiré positionnés sur une ligne de cessez le feu et non pas une frontière - la Syrie et Israël n'ont pas signé de traité de paix seulement un cessez le feu en 1973 après la Guerre de Kippour - sur des Palestiniens qui se trouvaient en territoire syrien. Ce sont des crimes de guerre commis en violation de la souveraineté territoriale de la Syrie.
Les informations de l'OSDH rapportées par les médias portent souvent la mention que les dires ou faits ou images n'ont pu être authentifiés. Voilà donc ce à quoi en sont réduits ces médias de masse !
Enfin autre fait vraiment étrange lorsque l'on tape Observatoire Syrien des Droits de l'Homme dans Google alors qu'habituellement on retrouve en première page un article de Wikipédia, le site qui sait tout sur tout, dans ce cas même Wikipédia n'a aucune information à donner sur cette ONG et son désormais célèbre directeur invisible Rami Abdel Rahman.
Donc un black out complet sur l'OSDH en français et en anglais une ONG citée des milliers voire des centaines de milliers de fois sur les moteurs de recherche ?!
Alors question pressante : comment les médias peuvent-ils accordé une telle fiabilité et véracité aveugle à tout ce que rapporte cette ONG et son directeur sur lesquels existent un black out quasi-total sur internet mis à part sur leurs mille et une affirmations médiatiques dictatoriales ?
Enfin autre question incontournable : qui finance cette ONG ?
Qui est Rami Abdel -Rahman directeur de l'OSDH ?

Là aussi on est bien en peine de trouver des informations via les mêmes méthodes de recherche sur cet homme Rami Abdel ou Abdul Rahman ou Rahmane dont le nom est épelé différemment suivant les médias de masse et dont les dires sont constamment rapportées sans même qu'il soit présenté ou interviewé par les médias inclus les chaînes TV satellitaire comme la BBC ou Al Jazeera.
Les informations et photos trouvées finalement sur internet concernant Rami Abdel Rahman sont cependant intéressantes. Elle le présente comme journaliste indépendant originaire d'Amman en Jordanie où il a fait ses études universitaires ayant travaillé pour plusieurs agences de presse du Moyen Orient notamment pour le Jordan Times de même que pour Reuters TV couvrant les politiques au Moyen Orient. Il a présenté une thèse à l'université d'Orebro en Suède sur : **les services d'information sur internet au Moyen Orient. Il a fait des recherches sur les réseaux sociaux**
d'internet (comme Global Voices par ex)
Il vit habituellement en Suède à Stockholm semble avoir pas mal voyagé et connaît bien les moyens de se faufiler entre la Jordanie, la Syrie, la Turquie puis l'Europe car s'est penché sur l'immigration clandestine d' irakiens via ces routes direction la Suède.
Point essentiel dans le cursus de Rami Abdel Rahman décisif pour affirmer avec quasi certitude qu'il s'agit bien de celui qui se présente comme directeur de l'OSDH c'est que sur internet il se décrit comme suit : « Je suis un journaliste et conférencier sur les médias d'information en Suède…
J'ai grandi à Amman, je me suis installé à Stockholm après une expérience de voyage excitante.
Je dirige ma propre maison de production comme journaliste.
Les productions comprennent un mixte de différents domaines : Radio, Film, Medias Sociaux, et Musique. Les sujets vont du climat à la mondialisation, parmi mes clients, la Radio Publique suédoise (BBC/NPR suédoise).
A partir de ma position ici j'essaie d'aider de jeunes Arabes en Europe et au Moyen Orient à sortir de leur milieu socio politique et culturel d'étendre leurs horizons et voir les choses sous un angle mondial. **«**
Présentation
De plus il livre sur une autre vidéo ses réflexions sur son développement personnel depuis qu'il a participé aux programmes YLVP (Young Leaders Visitors Program - Programme pour les Visiteurs Jeunes
Ce programme YLVP de l'Institut suédois à Stockholm est décrit comme suit sur le site de cet institut.
Programme des Visiteurs Jeunes Dirigeants
« Le programme de l'Institut suédois YLVP- Programme des Visiteurs Jeunes Dirigeants- est un programme interculturel pour des dirigeants qui se focalise sur les médias sociaux comme outils de changement positif. Le programme invite des jeunes faiseurs d'opinion de Suède et de pays sélectionnés dans la région MENA (Moyen Orient Afrique du Nord) qui œuvrent activement pour un changement social dans leurs contextes respectifs.
YLVP est conçu pour fournir aux participants des outils innovants pour façonner l'opinion publique dans les médias d'avant-garde tout en renforçant leurs habilités interculturelles et de dirigeant. Pendant et après le programme ils feront partie d'un réseau exclusif qui boostera la créativité et soutiendra leur développement personnel et professionnel tout en construisant la plateforme d'un futur plus engagé.
Les participants sont des visionnaires qui sont dans une position de faire la différence et ont des obligations de changement politique. Ce sont de jeunes faiseurs d'opinion ouvert d'esprit en Algérie, en Egypte, en Jordanie, au Liban, au Maroc, en Syrie, en Tunisie, en Cisjordanie - Gaza, au Yémen et en Suède qui oeuvrent activement pour la démocratie et les droits de l'homme dans les sphères des médias, des artistes, des militants des directeurs de projets des dirigeants de jeunes dans les partis des politiciens des fonctionnaires des juristes des professeurs et des chercheurs.
Une vidéo est diffusée sur le site pour plus d'information
Site de l'institut
Cet Institut est une institution publique - donc financée par le gouvernement suédois - dont le but selon lui est de promouvoir l'intérêt et la confiance à l'égard de la Suède partout dans le monde. L'Institut suédois travaille également en étroite coopération avec les ambassades et consulats suédois partout dans le monde. L'Institut suédois a une branche à Paris et en tout Stockholm + Paris emploient 90 personnes.
Coordonnées de l'Institut suédois en Suède :
Institut suédois
Slottsbacken 10
Box 7434
SE-103 91 Stockholm
SUÈDE
Tél: +46(0)8-453 78 00
si@si.se
Coordonnées de l'Institut suédois en France :
Institut suédois
11 rue Payenne
F-75003 Paris
+ 33 1 44 78 80 20
institutsuedois@si.se

Politiquement Rami Abdel Rahman se définit lui-même à droite comme conservateur il soutient et encourage les « réformes » de la monarchie jordanienne du roi Abdallah que certains en Syrie accusent d'être avec l'Arabie

Saoudite derrière les émeutes. Les émeutiers dans le Sud de la Syrie notamment ceux de Deraa d'où sont parties les violences ont reçu des armes de Jordanie.
Est-ce là le même Rami Abdel Rahman qui se présente comme directeur de l'Observatoire Syrien Pour les Droits de l'Homme basé à Londres ?
Toutes ses activités et les informations collectées sur lui nous font penser que oui. Charge à lui de prouver le contraire.
Une chose est sûre celui dont les médias reprennent comme paroles d'évangile tous les propos concernant ce qui se passe en Syrie actuellement a une excellente connaissance des mécanismes d'information sur internet et sait très bien les utiliser pour diffuser sa propagande anti gouvernement syrien. C'est un expert en techniques de propagande médiatique d'avant garde qui a donc bénéficié d'une formation des plus complète et a à disposition tous les outils d'un bon « faiseur d'opinion » y compris probablement Photoshop - il est également photographe - et autres outils de fabrication de fausses vidéos faux témoignages et autres par exemple.
On se trouve donc en face d'une véritable entreprise de manipulation de l'opinion publique mondiale via ce jeune "faiseur d'opinion " et ces médias d'avant-garde.
Quant aux médias de masse soient ils sont eux-mêmes manipulés ce qui est extrêmement grave et discrédite toute la profession soit ils sont partie prenante de cette entreprise de propagande de guerre à l'échelle mondiale. A eux de se justifier.
*Concernant Al Jazeera :
Riyad al-Shaqfa qui supervise l'organisation syrienne des Frères Musulmans exilée à Londres mais aussi dans d'autres villes européennes (Aix La Chapelle en Allemagne) et au Moyen Orient, a utilisé une émission en direct d'Al Jazeera lors d'une conférence de presse à Istanbul le 1er Avril dernier pour lancer une violente diatribe contre Bashar Al Assad et son père et a appelé à une révolution/intifada contre le régime syrien. Ce n'est pas la première fois que les opposants au régime utilise la chaîne qatarie pour lancer leurs appels à la rebellion qui rappelons le est armée. Ainsi le 25 Mars dernier lors de la prière du vendredi retransmis en direct sur Al Jazeera et CNN Arabic , celui qui dirige dans l'ombre des Frères Musulmans syriens, le Sheikh Yusuf al-Qaradawi, exilé au Qatar, avait appelé à la révolution en Syrie critiquant violement le régime de Bashar al Assad et apportant son soutien inconditionnel aux émeutiers. Les Frères Musulmans appelent à l'instauration d'un état islamique sunnite discriminatoire à l'égard des autres communautés religieuses en Syrie.
Le quotidien libanais As Safir (Quotidien arabophone proche de la nouvelle majorité) a rapporté le 23 avril 2011selon un article du Réseau Voltaire que :
« Le directeur du bureau d'al-Jazeera à Beyrouth, le célèbre journaliste Ghassan Ben Jeddo, a présenté sa démission de la chaîne satellitaire qatarie pour protester contre les méthodes de couverture des troubles qui secouent plusieurs pays arabes.
Des sources bien informées ont indiqué que Ben Jeddo a présenté sa démission par écrit il y quelques jour, précisant que sa décision était motivée par plusieurs considérations, la plus importante étant que la chaîne a brisé le rêve du « professionnalisme et de l'objectivité ». Les mêmes sources ont ajouté que parmi les raisons qui ont mené Ben Jeddo à démissionner figurent les pratiques non professionnelles et inacceptables menées par al-Jazeera, en cette période historique que traverse la région.
Ben Jeddo reproche à al-Jazeera la couverture intensive des évènements en Libye, au Yémen et en Syrie, alors qu'elle n'accorde pas la moindre importance aux développements à Bahreïn. Sur l'existence d'un lien éventuel entre la démission de Ben Jeddo et la politique adoptée par al-Jazeera à l'égard de la Syrie, les sources ont expliqué que pour Ben Jeddo, il s'agit d'une question de principe. « Ben Jeddo soutient les mouvements populaires en Syrie qui réclament la liberté et les réformes, mais en parallèle, il soutient le grand projet national syrien », ont-elles ajouté. »
Lundi 6 Juin 2011
Mireille Delamarre
http://www.planetenonviolence.org/L-Observatoire-Syrien-Des-Droits-De-L-Homme-A-Londres-Mysterieuse-Source-Des-Medias-Pour-Leur-Propagande-De-Guerre_a2440.html

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières,les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.
" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19